



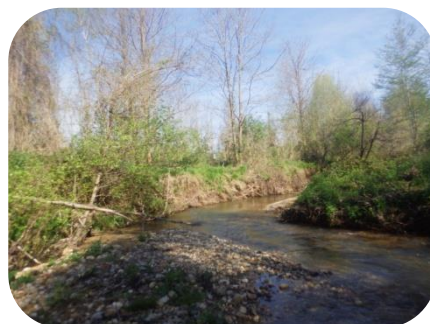
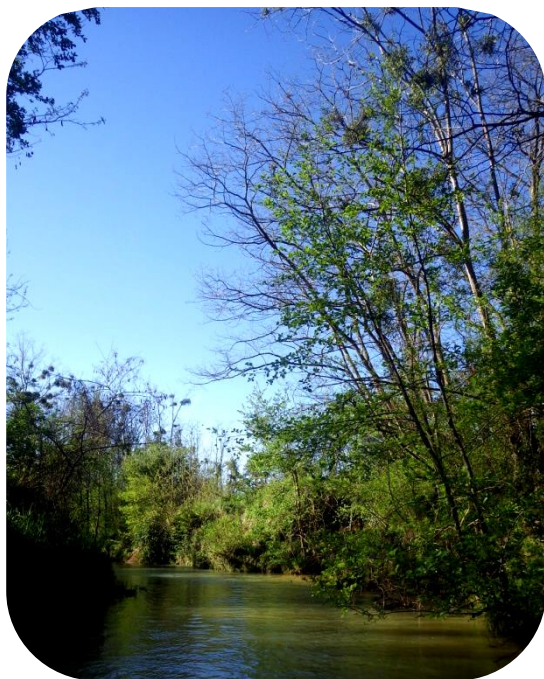
## **Syndicat Mixte Interdépartemental de la Vallée de la Lèze**

**CCAP**

**Travaux d'entretien des cours d'eau du bassin versant  
de la Lèze et de ses affluents**

**Tranche 6 du PPG – Année 2018**

**Date limite de remise des offres : mardi 24 juillet 2018 à 12h00**



SMIVAL

Place de l'Hôtel de Ville

31410 SAINT SULPICE SUR LEZE

tél : 05 61 87 38 49 ou 05 61 87 24 11

fax : 05 61 87 24 11

smival@wanadoo.fr – [www.smival.fr](http://www.smival.fr)



<b>I.</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
1)	Objet du marché – emplacement des travaux – domicile de l’entrepreneur.....	3
2)	Poursuite des travaux.....	3
3)	Maîtrise d’œuvre.....	3
<b>II.</b>	<b>PIECES CONSITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>III.</b>	<b>PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>4</b>
1)	Répartition des paiements .....	4
2)	Contenu des prix et règlements .....	4
1.	Contenu et caractère des prix .....	4
2.	Mode de règlement.....	5
3.	Rémunération de l’entrepreneur .....	5
3)	Délai de paiement .....	5
4)	Paieement des sous-traitants.....	5
<b>IV.</b>	<b>DELAIS D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES</b>	<b>6</b>
1)	Délai(s) d’exécution des travaux .....	6
2)	Prolongation du délai d’exécution .....	6
3)	Pénalités pour retard.....	7
4)	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	7
<b>V.</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>7</b>
1)	Cautionnement – retenue de garantie.....	7
2)	Avance forfaitaire.....	7
3)	Autres avances .....	7
<b>VI.</b>	<b>PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>7</b>
1)	Période de préparation – programme d’exécution des travaux.....	7
1.	Déclaration de projet de travaux .....	7
a.	Evolution éventuelles des réseaux entre la préparation du projet par le maître d’œuvre et l’exécution des travaux .....	7
b.	Incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrées.....	8
2.	Opération à réaliser pendant la période de préparation.....	8
2)	Conséquences d’un arrêt de travaux .....	9
3)	Mesure d’ordre social – Application de la réglementation du travail.....	9
4)	Signalisation du chantier .....	9
<b>VII.</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>9</b>
1)	Contrôle sur chantier.....	9
2)	Réception.....	9
3)	Délai de garantie .....	10
4)	Garanties particulières .....	10
1.	Assurances.....	Erreur ! Signet non défini.



# **I. OBJET DU MARCHÉ**

## **1) Objet du marché – emplacement des travaux – domicile de l’entrepreneur**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent les travaux :

**« Travaux d’entretien des cours d’eau du bassin versant de la Lèze - année 2018 – Lot n°... »**

Il s’agit de travaux d’entretien de la Lèze et de ses affluents, décomposés en deux lots :

- Lot 1 : Entretien des affluents
- Lot 2 : Entretien de la Lèze

**L’entrepreneur reconnaît avoir procédé à une visite complète et détaillée des lieux** et s’être pleinement rendu compte de la nature des travaux, des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles doivent s’effectuer le travail. Ceci implique également l’engagement tacite de se conformer à toutes les conditions du présent marché sans qu’il puisse élever à leur égard la moindre réclamation, ni prétendre à une quelconque indemnité.

A défaut d’indication dans l’acte d’engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au SMIVAL, à la mairie de SAINT SULPICE SUR LEZE, jusqu’à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l’adresse du domicile qu’il aura élu.

L’entreprise devra mettre à disposition pendant la durée du chantier un personnel interlocuteur du Maître d’œuvre ayant délégation pour appliquer les décisions du Maître d’œuvre.

## **2) Poursuite des travaux**

Le maître d’ouvrage se réserve la possibilité, lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, de notifier à l’entreprise la décision de poursuivre les travaux dans les conditions de l’article 15 paragraphe 4 du Cahier des Clauses Administratives Générales.

## **3) Maîtrise d’œuvre**

Le maître d’œuvre est le Syndicat Mixte Interdépartemental de la vallée de la Lèze (SMIVAL).

L’entreprise aura donc à charge d’établir et de soumettre à l’agrément préalable du maître d’œuvre toutes les spécifications détaillées sur la base des indications du CCTP.

## **II. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes

### **1) Pièces particulières**

- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) ;
- Le Règlement de Consultation (RC) ;
- Un Acte d'Engagement (ATTRI1, ex-DC3, remis par le maître d'ouvrage à l'attribution du marché) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) ;
- Les annexes au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **2) Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix :

- Cahier des clauses techniques générales (CTG) applicable aux marchés publics de travaux (décret n° 93446 du 23 mars 1993)
- Cahier des charges des documents techniques unifiés (DTU)
- Cahier des clauses administratives générales aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par le décret n°76.87 du 21.01.76 modifié par le décret n° 76.625 du 5.07.76 et par le décret n° 81.271 du 18.03.81

## **III. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **1) Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **2) Contenu des prix et règlements**

#### **1. Contenu et caractère des prix**

Les prix sont établis hors T.V.A.

Ils comprennent toutes les sujétions techniques, dont par exemple :

- Des dépenses de main d'œuvre, de fourniture et de transport de matériaux
- Des frais généraux et de direction
- Des impôts et taxes hormis la T.V.A.
- De la marge pour risques et bénéfices
- De la modification éventuelle du planning d'exécution des travaux

- Des dépenses diverses relatives :
  - A l'aménagement et à l'entretien des voies d'accès,
  - D'une façon générale à toutes les dépenses qui sont les conséquences nécessaires et directes des travaux,
  - Au respect des règlements d'hygiène et de sécurité,
  - A l'état des lieux concernant au maximum dix sites sensibles avec le délégué communal représentant le maître d'ouvrage et le propriétaire.

Ils seront réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps ou de lieu où s'exercent ces travaux, que ces sujétions résultent :

- De phénomènes naturels, hormis les cas de force majeure,
- De la nécessité du maintien des écoulements naturels,
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que de leur maintien en service pendant la durée des travaux,
- Des frais de signalisation routière durant le chantier,
- En dérogation à l'article 34 du CCAG la charge des contributions ou réparations dues à des dégradations aux voies publiques ou privées routières ou piétonnes, est entièrement supportée par l'entrepreneur.

Ils ne comprennent pas les dépenses liées aux dégâts de phénomène exceptionnel et imprévisible dans la mesure où les prescriptions du marché ont été respectées.

## **2. Mode de règlement**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur la base des prix unitaires dont le libellé est donné au bordereau des prix unitaires. L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

## **3. Rémunération de l'entrepreneur**

Le règlement des comptes pourra se faire par acomptes sur la base de situations mensuelles faisant ressortir :

- Le montant total des travaux exécutés depuis l'origine jusqu'à la fin du mois considéré,
- Le montant des acomptes précédemment liquidés.

## **3) Délai de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai fixé par le décret du 29 mars 2013.

## **4) Paiement des sous-traitants**

Par dérogation aux stipulations n° 41, 42 et 47 de l'article 2.43 du CCAG applicable aux marchés de travaux publics, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir

obtenu de la personne responsable du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du code des marchés publics,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer - modalités de paiement direct.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## IV. DÉLAIS D'EXECUTION – PÉNALITÉ

### 1) Délai(s) d'exécution des travaux

Le candidat s'engagera à réaliser les travaux à partir de la **semaine 36 de 2018** et à ce que l'ensemble de la prestation soit réalisée au plus tard **semaine 45 de 2018**.

### 2) Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du paragraphe 22 de l'article 19 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa paragraphe 22 de l'article 19 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel, un au moins des phénomènes naturels ou autres ci-après, dépassera, entre les dates limites de début et de fin d'exécution, son intensité limite ainsi fixée :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Pluie	80 mm en 24 heures ou 200 mm en 3 jours (station Météo France de St-Girons)
Crue	Mise en vigilance jaune par l'annonce vigicrue
Neige	Epaisseur de neige supérieure à 10 cm

Le prestataire fournira au Maître d'œuvre les états météorologiques justifiant ces dépassements.



### **3) Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, en cas de non-respect des délais d'exécution fixés dans l'acte d'engagement, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1/300<sup>e</sup> du montant du marché.

### **4) Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

## **V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ**

### **1) Cautionnement – retenue de garantie**

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur les paiements au titre du marché, retenue qui sera restituée à l'expiration du délai de garantie.

### **2) Avance**

Les versements à titre d'avances pourront être réalisés dans les conditions prévues par voie réglementaire et seront limités à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public.

## **VI. PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **1) Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

#### **1. Déclaration de projet de travaux**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la consultation du téléservice [reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://reseaux-et-canalisation.ineris.fr) devient une étape préalable obligatoire et apporte une garantie de sécurité. Le maître d'ouvrage réalise la déclaration de projet de travaux (DT), dont les réponses des exploitants aux déclarations de projet de travaux sont fournies en annexe du CCTP.

#### **a. Evolution éventuelle des réseaux entre la préparation du projet par le maître d'œuvre et l'exécution des travaux**

La durée de validité de la déclaration de projet de travaux effectuée par le maître d'ouvrage est de 3 mois.

La durée de validité pourra être prolongée sans date limite si :

- Les éventuelles modifications, extensions ou créations de réseaux intervenues entre la signature du marché et l'exécution des travaux sont convenablement prises en compte par l'exécutant des travaux ;
- La déclaration de projet de travaux est renouvelée si le projet est remis en cause par de telles modifications, extensions ou créations de réseaux.

## **b. Incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrés**

S'il existe des incertitudes sur la localisation précises des réseaux enterrés le maître d'ouvrage procédera à des investigations complémentaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut être dispensé d'effectuer ces investigations préalablement aux travaux si :

- Les travaux prévus sont à proximité de réseaux non sensibles pour la sécurité ;
- Les travaux prévus se trouvent à proximité de réseaux sensibles pour la sécurité mais sont de très faible emprise et de très faible durée ;
- Les travaux sont situés hors des unités urbaines au sens de l'INSEE, ou près de branchements non cartographiés mais pourvus d'affleurant visible.

Dans les zones d'incertitude, l'entreprise de travaux devra prendre des précautions particulières définies par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

## **2. Opération à réaliser pendant la période de préparation**

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur doit :

- **Dresser et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux** accompagné, si nécessaire du projet des installations de chantier conformément à l'article 28.2 du CCAG. Les stipulations de ce programme d'exécution devront s'avérer conformes à la réglementation du travail en vigueur, en particulier, des modes opératoires, de la gestion et de l'encadrement des personnels d'exécution ainsi que de la signalisation du chantier.
- **Envoyer la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT)** à l'aide du service de télédéclaration : [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) (voir le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux pour la procédure).
- **Envoyer une déclaration préalable d'avis d'ouverture d'un chantier forestier** à l'Unité Départementale de la DIRECCTE du département dans lequel doit s'ouvrir le chantier (Ariège et Haute-Garonne).

**Le prestataire du marché adressera les DICT aux exploitants de réseaux préalablement au commencement des travaux, et fournira au maître d'ouvrage une copie des réponses des exploitants avant leur exécution.**

Les travaux ne pourront pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que les récépissés de DICT ne seront pas reçus. L'entreprise ne subira pas de préjudice en cas de retard du chantier dû à l'absence de réponse d'un exploitant deux jours après la relance faite par l'exécutant.

Les travaux devront être commencés à la date indiquée sur la déclaration faute de quoi l'entrepreneur devra en avvertir le maître d'ouvrage et en cas de retard important, recommencer la procédure.

Sanctions encourues : En cas de non-respect de ces obligations, vous encourez une amende administrative pouvant atteindre 1 500 €, doublée en cas de récidive. En cas de mise en danger de la vie d'autrui, vous êtes passible de sanctions pénales allant jusqu'à un an d'emprisonnement et 80 000 € d'amende. Au-delà, c'est la sécurité de vos salariés et du public qui est en jeu.

## **2) Conséquences d'un arrêt de travaux**

L'exécutant des travaux devra arrêter le chantier s'il découvre un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité qui n'avait pas été identifié ou qui est situé à un endroit très différent de celui indiqué par les plans et susceptibles d'entraîner un danger lors des travaux.

En cas d'arrêt des travaux, l'exécutant des travaux ne subira pas de préjudice dans le cas où la position du réseau s'écarte de plus de 1,5 mètre de celle indiquée par les plans ou lors du marquage/piquetage ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par les plans.

## **3) Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

L'entrepreneur est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il devra donc faire connaître au maître d'ouvrage pour agrément comme sous-traitant, toute personne non salariée par lui-même qui travaillerait sur le chantier. De même, **il devra donner au maître d'œuvre la composition de l'équipe permanente chargée de la réalisation des travaux, en précisant leur nom et leur qualification.**

## **4) Signalisation du chantier**

Dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique la signalisation sera réalisée par l'entrepreneur, conformément aux instructions et règlements en la matière.

Elle sera assurée sous le contrôle des services gestionnaires de la voirie, l'entrepreneur ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

Toute éventuelle interruption provisoire de la circulation pouvant être sollicitée en vue de l'exécution d'une phase spécifique du chantier sera soumise au visa préalable des mêmes services.

En cas de contraintes apportées par les dits services ou de rejet pur et simple de la demande, l'entrepreneur devra adapter, selon le cas, son planning d'exécution ou ses modes opératoires en vue de la poursuite des travaux, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

# **VII. CONTROLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

## **1) Contrôle sur chantier**

Les contrôles seront assurés par le Maître d'œuvre. Ils concernent plus spécialement les choix des végétaux éliminés, les modes d'élimination et les pathologies de berges.

Les contrôles concernent aussi la remise en état après passage des engins et le respect des prescriptions de protection des milieux aquatiques.

## **2) Réception**

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

### **3) Délai de garantie**

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date de prise d'effet de la réception de la totalité des travaux objet du marché.

Jusqu'à l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur devra :

A/ exécuter les travaux et prestations éventuels de finition prescrits lors de la réception,

B/ remédier à tous les désordres signalés pendant cette période de garantie.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits ayant pour objet de remédier à des déficiences seront à la charge de l'entrepreneur si ces déficiences lui sont imputables.

Si à l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qui sont exigés, le délai de garantie pourra être prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par l'entrepreneur ou qu'elle le soit d'office par un tiers.

### **4) Garanties particulières : assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les entreprises cotraitantes, sous-traitantes, désignées dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers, en cas d'accident, ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code Civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de garantie.

## **VIII. RÉCAPITULATIF DES DÉROGATIONS AU CCAG**

Le présent cahier des clauses administratives particulières déroge aux articles suivants du CCAG :

- Article 34 du CCAG applicable aux marchés de travaux relatif aux dégradations causées aux voies publiques ;
- Article 2.43 du CCAG applicable aux marchés de travaux relatif à la sous-traitance du marché ;
- Article 20.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux relatif aux pénalités, primes et retenues.

**Lu et accepté par l'entrepreneur**

**Le**

**A**